

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Contre les droites, résistances et fragmentation des projets. Postface au dossier

Judith Trudeau and Carole Yerochewski

Number 23, Winter 2020

La droite : quelles droites ?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/92911ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Trudeau, J. & Yerochewski, C. (2020). Contre les droites, résistances et fragmentation des projets. Postface au dossier. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (23), 163–165.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2020

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Contre les droites, résistances et fragmentation des projets

Postface au dossier

Judith Trudeau et Carole Yerochewski

Professeure de science politique au Collège Lionel-Groulx et professeure associée en relations industrielles à l'Université du Québec en Outaouais

De 2011 à 2019, du Printemps arabe aux *Indignados*, aujourd'hui, du Chili au Liban, en passant par la Russie, le Soudan, l'Équateur, l'Algérie et la Catalogne. Huit ans plus tard, une nouvelle vague de conflits sociaux embrase des pays les uns après les autres, démarrant là encore à partir de ce qui semble être un détail, cruel comme l'était le suicide par le feu d'un jeune tunisien qui essayait de gagner sa vie et qui, comme tant d'autres vendeurs de rue dans le monde, était harcelé par la police. Ce détail, analogue d'une période à l'autre et d'un pays à l'autre – hausse du prix du carburant, du transport, du pain, des appels téléphoniques –, est un miroir grossissant de notre réalité sociale, qui amène les peuples à crier leur colère contre l'injustice sociale et la montée vertigineuse des inégalités, et à se mobiliser contre la situation intolérable qu'a atteinte ce mouvement d'accumulation par dépossession dans lequel se repait le capitalisme financier. Les femmes et les hommes s'affirment ainsi à la fois comme des travailleurs, loin de la vision étroite du salarié, et se présentent comme des citoyennes et des citoyens tissant d'inattendues solidarités les uns avec les autres. Dans leur sillon, ou comme leurs muses ou leurs initiatrices, les mouvements de femmes tracent leur chemin, contre vents et marées, contre les harcèlements et les violences spécifiques que les femmes subissent quand elles se mobilisent, au Chili, en Bolivie¹, etc.

1 Voir le traitement dégradant subi par une élue autochtone bolivienne, maire de Vinto, au moment où la droite arrivait à faire partir Morales : <www.lesoir.be/259063/article/2019-11-07/cheveux-coupees-de-force-insultee-le-president-bolivien-condamne-lhumiliation?fbclid=IwAR2upaRM_SeEfUC8FQJHGSo1D8s21jKMfZdEq20VqSOaarXsGGZ75M4llac>.

Et tous et toutes réclament la démocratie. Pas une démocratie de pacotille, dont les mêmes tirent toujours les ficelles à leurs avantages. Non, une démocratie réelle, une démocratie de proximité, et pas seulement au sens géographique du terme : une démocratie où les premières et premiers concernés seraient entendus et pris en considération. Imaginez que demain le Fonds monétaire international doive consulter les Africains du Sud ou les Argentins avant de songer à une réforme dite structurelle, ou que l'Union européenne doive se soumettre au référendum du peuple grec et adapter en conséquence les mesures qu'ils recommandent à leur gouvernement. Imaginez que demain plus aucune minière canadienne ne puisse intervenir sans l'accord et le contrôle du peuple autochtone auquel appartiennent les ressources qu'elle convoite.

C'est très sérieusement cette notion de justice sociale qu'une philosophe comme Nancy Fraser défend. Parce que la seule justice sociale qui vaille est celle qui reconnaît la multiplicité des sujets politiques ou des identités changeantes qui se sont forgées dans l'histoire, dans leurs relations avec d'autres communautés, d'autres peuples. La philosophe, dont on connaît l'attachement à la justice redistributive, sait qu'il ne peut y avoir de justice sociale sans reconnaissance de cette diversité identitaire. Parce que l'oppression identitaire, l'homophobie, le racisme, tout comme le sexisme, ont des conséquences très concrètes en termes d'inégalités matérielles.

Partout donc, les peuples, des travailleurs et des travailleuses pauvres, des communautés autochtones, des regroupements de migrantes et de migrants, des jeunes qui n'ont connu que la précarité malgré leur diplôme, des habitants des campagnes voulant préserver la biodiversité se révoltent, pour de très bonnes raisons. Mais tout se passe comme si nous ne les entendions pas.

Qui plus est, ces mouvements sont parfois taxés de populistes... comme l'ont été les gilets jaunes dont les médias épinglaient le moindre dérapage verbal, alors que le mouvement s'est tenu vaillamment contre une répression jamais vue en France depuis la guerre d'Algérie et a toujours refusé de prendre les immigrants comme boucs émissaires et même de considérer l'immigration comme un problème. À la différence d'un Macron qui ne cesse d'essayer de faire « monter » dans les médias le sujet de l'immigration dont personne ne veut.

Il serait donc beaucoup plus logique de dénoncer le populisme des élites. Mais c'est à la mode que de reprocher aux classes populaires d'être le peuple et de s'exprimer de la sorte, sans reprendre les mots choisis du jargon politique – qui de toute façon les exclut de la scène politique et d'eux-mêmes, car nos catégories dominantes de pensée sont incapables de rendre compte de leur expérience. Même à gauche, on a du mal à entendre celles et ceux que l'on prétend représenter. À quoi l'attribuer ?

Pour la gauche, le problème viendrait... du peuple. Même si certains reconnaissent commettre des erreurs², le problème *in fine* viendrait du fait que le peuple ne serait « pas assez politisé » pour analyser les idées de droite conduisant à l'accroissement des inégalités. Mais si cela était le cas, qui leur a donné le (mauvais) exemple depuis plus de trente ans ? Qui nous a fait perdre la bataille des idées³, si ce n'est la gauche traditionnelle adhérant aux cadres dominants du néolibéralisme⁴ ?

Le reproche fondamental, et comme tenu pour acquis, que l'on fait à toutes ces populations, communautés, mouvements de femmes, de lutte contre le racisme systémique, de LGBT+, de végans, d'écolos, etc., c'est finalement leur diversité même. Comment proposer un projet « prêt à lutter » à des gens aussi hétérogènes ? Comment les convaincre qu'ils ont des intérêts communs et qu'il faut juste qu'ils et elles acceptent de « rentrer dans le cadre », celui d'une « belle époque » où l'on avançait tous ensemble vers des lendemains qui chantent..., mais sans se questionner sur les rapports de pouvoir qui présidaient à cette forme de tous ensemble ?

Quand cessera-t-on de nous leurrer et de ne pas voir la fragmentation des intérêts au sein même de la gauche, les difficultés à s'entendre – et la nécessité de débattre – pour formuler des réformes, pour soutenir des politiques d'immigration dignes de l'ampleur prise par la crise des réfugié.e.s, pour lutter résolument contre les paradis fiscaux et les politiques de zéro déficit ? Comment sérieusement croire que nous allons nous opposer à la remontée des droites et aux discours xénophobes par des luttes qui mettent l'accent sur tel ou tel aspect d'un problème selon les rapports de pouvoir du moment ? Et en faisant des manifestations spécifiquement contre le racisme (comme si le racisme se réduisait aux discours racistes), sans faire, pour prendre un exemple actuel, une place réelle parmi les bons emplois à la population racisée⁵ ?

C'est à une sérieuse remise en question de nos cadres d'analyse qu'il faut s'atteler... Non à continuer à dire que c'est le peuple qui est sensible aux sirènes de la droite extrême, alors que c'est lui qui mène les résistances sur la plupart des fronts.

2 Voir dans ce numéro des *Nouveaux Cahiers du socialisme* la sorte d'autocritique du Mouvement des sans-terre brésilien présentée dans l'article de Dan Furukawa Marques, « Sens commun et crise de sens politique au Brésil de Bolsonaro ».

3 Voir l'article de Jacques B. Gélinas dans ce numéro, « Comment les néolibéraux ont gagné la bataille des idées... mais l'histoire n'a pas dit son dernier mot ».

4 Ce qu'a illustré en 1997 la mise en œuvre de la fameuse « troisième voie » par Tony Blair, alors premier ministre du Royaume-Uni, conseillé par le sociologue Anthony Giddens, le promoteur de la notion de réflexivité. Une notion que Giddens a utilisée à l'époque dans des recommandations à des instances internationales pour justifier lui aussi le contrôle des pauvres assistés par l'activation, parce que les pauvres seraient incapables de réflexivité (s'ils en étaient capables, ils ne seraient pas assistés, CQFD !).

5 Voir le récent rapport du Centre canadien de politiques alternatives (CCPA), *Canada's Colour Coded Income Inequality* (décembre 2019) à ce sujet : <www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2019/12/Canada%27s%20Colour%20Coded%20Income%20Inequality.pdf>.